



**PRÉFÈTE  
DU LOIRET**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction des  
Sécurités  
Bureau de la  
sécurité publique**

**Arrêté préfectoral  
portant interdiction temporaire de port et transport d'objets pouvant constituer une arme  
par destination**

La préfète du Loiret  
Chevalier de la Légion d'honneur

**Vu** le code pénal, notamment ses articles 132-75, R 644-5 et R 644-5-1,

**Vu** le code de la sécurité intérieure notamment l'article L 211-3,

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de Madame Sophie BROCAS en qualité de préfète de la Région Centre-Val de Loire, préfète du Loiret ;

**Considérant** que le 9 juin 2025, un meeting politique est organisé par le parti européen « Les Patriotes pour l'Europe », à Mormant-sur-Vernisson ; que ce rassemblement à une portée nationale voire internationale car il accueille des figures politiques européennes de premier plan (Victor Orban, Matteo Salvini, Santiago Abascal, Afroditi Latino Poulou, ...), mais également des figures politiques nationales (Marine Le Pen, Jordan Bardella), ainsi que des élus nationaux du Rassemblement National ou européens, affiliés à des partis nationalistes ; qu'il est prévu pour rassembler près de 6 000 sympathisants ou affiliés, venus de la France entière ;

**Considérant par ailleurs** qu'en opposition à ce rassemblement, plusieurs mouvements (partis politiques et syndicats) se sont regroupés pour organiser, à Montargis, un contre-événement ; que cette manifestation dispose d'une large couverture médiatique (notamment via les réseaux sociaux) et risque d'attirer également plusieurs milliers de sympathisants de la France entière ;

**Considérant que** si les deux rassemblements sont organisés pour être pacifiques, le risque de débordements, causés par des militants extrêmes, n'est pas à exclure ; qu'il n'est pas non plus à exclure le risque de provocations ou de tentatives de déstabilisation, par tous moyens ;

**Considérant** le risque de rassemblements d'individus violents munis d'objets pouvant constituer des armes par destination pour dégrader des biens et commettre des violences à l'égard des forces de sécurité ;

**Considérant** le risque de blessure important encouru par les forces de sécurité intérieure ou les services de secours en intervention sur le territoire ;

**Considérant** qu'il appartient à l'autorité investie du pouvoir de police administrative de prendre toutes mesures nécessaires, adaptées et proportionnées de nature à prévenir tant la commission d'infractions pénales que les troubles à l'ordre public ;

**Considérant** qu'en application de l'article L.211-3 du code de la sécurité intérieure, en cas de risques grave de trouble à l'ordre public, le Préfet peut interdire le port et le transport sans motif légitime d'objets pouvant constituer une arme au sens de l'article 132-75 du code pénal ;

Sur proposition de Madame la directrice de cabinet ;

### ARRETE

**Article 1er** : Le port et le transport, **sans motif légitime**, d'objets pouvant constituer une arme au sens de l'article 132-75 du code pénal sont interdits le **lundi 9 juin 2025 de 08h00 à 23h00, au sein du périmètre défini en annexe du présent arrêté.**

**Article 2** : Quiconque contrevient aux mesures prescrites par le présent arrêté s'expose aux sanctions prévues par les lois et règlements en vigueur.

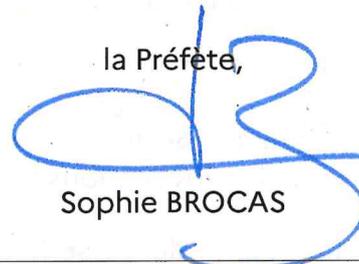
Des contrôles aléatoires seront organisés pendant cette période par les services de police et de gendarmerie.

**Article 3** : Le présent arrêté est exécutoire dès sa parution au Recueil des Actes Administratifs du département.

**Article 4** : La directrice de cabinet de la préfecture du Loiret, M. le sous-préfet de Montargis, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique du Loiret, le général, commandant la région de gendarmerie du Centre-Val de Loire, commandant le groupement de gendarmerie du Loiret, Mesdames et Messieurs les maires concernés, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au procureur de la république près le tribunal judiciaire de Montargis.

Fait à Orléans, le 4 juin 2025

la Préfète,

A blue ink signature of Sophie Brocas, consisting of a large, stylized 'S' and 'B' intertwined.

Sophie BROCAS

Dans un délai de deux mois à compter de la date de notification ou de publication du présent acte, les recours suivants peuvent être introduits, conformément aux dispositions de l'article R. 421-2 du code de justice administrative :

- un recours gracieux, adressé à : M. le Préfet du Loiret - 181, rue de Bourgogne 45042 Orléans cédex
  - un recours hiérarchique, M. le Ministre de l'Intérieur - Place Beauvau - 75800 Paris Cedex 8 ;
- Dans ces deux cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.- un recours contentieux, en saisissant le Tribunal Administratif : 28, rue de la Bretonnerie 45057 Orléans cédex 1  
Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

# ANNEXE

## Périmètre d'interdiction

